

INFOLETTRE DE MARS-AVRIL 2025

LDH DIJON ET AGGLOMÉRATION

LE MOT DU MOIS : APARTHEID DE GENRE



Les situations de discrimination de genre, les violences sexuelles à l'encontre en particulier des femmes, des filles et des personnes LGBTQIA+ peuvent déjà faire l'objet de poursuites en vertu du droit international, notamment au titre du crime contre l'humanité de persécution basée sur le genre. Cependant, les lois internationales actuelles ne suffisent pas à décrire de manière adéquate les situations où un régime généralisé et institutionnalisé d'oppression, de ségrégation et de discrimination est établi contre un ou plusieurs groupes de genre spécifiques, comme c'est le cas en Afghanistan pour les femmes et les jeunes filles.

Depuis mars 2024, reconnaissant le travail considérable initié et réalisé ces dernières années par des féministes, des universitaires et des expert·es du monde entier, la FIDH est convaincue qu'il est temps d'élargir la définition du crime d'apartheid pour y inclure des situations d'une telle gravité.

FOCUS SUR... L'ASSOCIATION CENT POUR UN TOIT



C'est une association locale créée en avril 2023 dans le but de proposer un logement correct à des familles en grande difficulté, avec ou sans titre de séjour, et n'ayant pas accès aux dispositifs mis en place par les pouvoirs publics. **Le principe est simple** : si 100 personnes versent chacune 7 € par mois (au minimum), l'association récolte le montant permettant à une famille d'être logée, cherche des hébergements et prend à sa charge tout ou partie du coût du logement.

« Adhérer à cent pour un toit 21, c'est manifester sa solidarité à l'égard des rejeté·es du monde. Il est inacceptable qu'en France des familles souvent avec enfants se retrouvent à la rue. »

Depuis sa création, grâce à l'aide de plus de 180 donateur·ices, « Cent pour un toit 21 » a participé à la prise en charge de l'hébergement temporaire de trois familles à Chevigny, Besançon et Dijon.

Pour maintenir cette dynamique, cent pour un toit a besoin de nouveaux donateur·ices qui s'engagent pour un don mensuel de 7€ (ou plus) sur 2 ans minimum, ou pour un don ponctuel. L'association est habilitée à recevoir des dons et la participation du donateur lui donne droit à un reçu fiscal pour réduction d'impôts.



Courriel : centpouruntoit.21@gmail.com
Site : <http://centpouruntoit.21.free.fr/>

ACTIONS DES DEUX MOIS ÉCOULÉS

Droits des femmes / Féminisme

Les initiatives féministes étaient nombreuses autour du 8 mars, et c'est tant mieux ! On ne parle plus de journée de LA femme, et la dimension « lutte pour les droits des femmes » est de plus en plus mise en avant, ce qui replace cette journée du 8 mars dans sa logique d'origine.

Soirée débat 3 mars

Le 3 mars dernier, en préambule d'une semaine de mobilisation et de sensibilisation aux droits des femmes jusqu'au samedi 8 mars, notre section LDH a organisé, en partenariat avec ATTAC, la CGT, la



FSU et Solidaires, une **soirée de débats autour des luttes féministes**, dans une perspective à la fois historique et actuelle. Deux invitées, engagées dans les luttes féministes mais de génération et de parcours différents, ont témoigné de leur travail. **Suzy Rojzman**, militante féministe de longue date, porte-parole du Collectif National pour les Droits des Femmes, a retracé l'histoire des luttes féministes à

travers son vécu militant, donnant beaucoup de vie à son récit. Elle nous a rappelé combien les luttes pour les droits des femmes restent indispensables et montré des cycles dans l'histoire du féminisme, avec des périodes plus fastes comme lors des combats pour le droit à l'IVG ou récemment Metoo, mais aussi des retours de bâtons fréquents et violents, comme ceux des commandos anti-IVG dans les années 1980-1990, bien après la légalisation de l'IVG, ou aujourd'hui le développement de pensées nauséabondes dites « masculinistes ».

Maéva Durand, sociologue spécialisée dans le rapport des femmes des classes populaire au politique, a notamment travaillé dans le Territoire de Belfort. Elle nous a livré des témoignages de femmes, souvent très émouvants. Parfois éloignées ou critiques d'un féminisme « politique », elles ont néanmoins pleinement conscience des inégalités faites aux femmes, de la double domination qu'elles subissent, de classe et de genre. Elles sont engagées à leur échelle et Maéva Durand a notamment montré l'importance de leur rôle dans le mouvement des gilets jaunes durant lequel elles ont pu mettre en avant leurs qualités pour organiser la vie sur les ronds-points.

Dans une seconde partie du débat, nos deux oratrices ont répondu à différentes questions nous ramenant à l'actualité politique et féministe en 2025. Leur regard croisé, forgé d'expériences différentes, souvent intime chez Suzy Rojzman et toujours étayé scientifiquement pour Maéva Durand, était passionnant. Il s'agissait de saisir combien cette perspective historique et sociologique peut aider à adopter aujourd'hui des stratégies de lutte efficaces. C'est d'autant plus important et urgent que l'extrême droite constitue une menace croissante et tangible. Dans plusieurs pays, elle rogne déjà les droits des femmes. En France, elle se drape parfois dans un pseudo-féminisme qui peut semer le trouble. Ainsi, le groupuscule d'extrême droite Némésis, après avoir perturbé les manifestations féministes, entend maintenant mettre en avant sa propre version du féminisme, bien loin d'émanciper les femmes. Après ces échanges motivants dans un contexte politique actuel souvent attristant, un apéritif convivial nous a permis de prolonger la soirée en imaginant nos actions à venir... « Debout ! Debout ! »



Là Itou 7 mars

Le vendredi 7 mars, des représentantes d'Attac 21 et de la LDH Dijon ont animé un « apéro-décryptage », rendez-vous mensuel du café associatif le Là Itou, à Mont-Saint-Jean, sur le thème : « **Le féminisme a-t-il une place dans nos vies quotidiennes en ruralité ?** » Après quelques échanges en binômes qui ont permis un premier moment de réflexion autour du féminisme, les participant·es se sont exprimé·es à partir d'œuvres d'art (activité de photo-langage, une technique de l'éducation populaire) et au final, de très nombreux thèmes ont été abordés : la spécificité de la vie rurale pour les femmes en particulier, le rapport aux traditions, les tâches familiales, la répartition des rôles et la charge mentale, les stéréotypes, le corps... pour n'en citer que quelques-uns. La conclusion, largement partagée, est qu'il y a encore du boulot ! Et que oui, le féminisme est encore utile et nécessaire !

Spectacle 8 mars : Les filles aux mains jaunes, pièce de Michel Bellier

Ce spectacle théâtral s'est tenu le 8 Mars 2025 au théâtre de la Fontaine d'Ouche, à l'initiative de Attac-LDH-CGT-FSU-Solidaires. Une centaine de personnes ont assisté à cette représentation racontant l'histoire des obusettes, ouvrières des usines d'armement pendant la première guerre mondiale ; une pièce sur la naissance du féminisme, le pouvoir de l'engagement et la force de l'action !

Julie, Rose, Jeanne et Louise, en l'absence des hommes partis à la guerre, travaillent dans cette usine et sont payées deux fois moins que les hommes. Elles sont empoisonnées par des substances dangereuses qu'elles manipulent, ce qui leur colore les mains en jaune. La pièce parle de leur libération progressive de leurs préjugés et de leur découverte de la solidarité et de la politique des luttes sociales !

Ces trois soirées avaient en commun un fil conducteur plus ou moins mis en évidence, celui de la capacité des femmes à (re)prendre la main sur leur vie, notamment par l'auto-organisation. Et il y a un véritable enjeu à créer par exemple des groupes de parole ou d'entraide de femmes en milieu rural. Car comme le dit Benoît Coquard (sociologue qui travaille sur les ressorts du vote d'extrême droite) dans un entretien à Frustration magazine : « Les femmes ont cette conscience qu'il faut s'entraider. C'est un motif d'espoir. Car la masculinité populaire, elle, empêche beaucoup de choses politiquement ».

Situation en Israël / Palestine

Les rassemblements et manifestations du **Collectif de Côte-d'Or pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens** se poursuivent tous les samedis, rendez-vous à 15h place Darcy à Dijon.



Fin de l'occupation du territoire palestinien par Israël : la France doit agir !

Pétition à l'initiative de la LDH, la FIDH et l'Association France Palestine Solidarité

Le 18 septembre 2024, l'Assemblée générale des Nations unies adoptait par 124 voix, dont celle de la France, une résolution de la plus haute importance concernant l'occupation et la colonisation israélienne de la Palestine. Conformément à l'avis de la Cour internationale de Justice, la résolution affirme que l'occupation du territoire palestinien par Israël est illégale et rappelle que la colonisation est un crime de guerre et qu'Israël doit y mettre fin dans un délai d'un an, soit le 18 septembre 2025 au plus tard.

Elle réaffirme le droit à l'autodétermination du peuple palestinien, y compris son droit à un État indépendant et souverain sur l'intégralité du territoire palestinien occupé (Cisjordanie dont Jérusalem-Est, et bande de Gaza). Au-delà des obligations à caractère général qui incombent aux États, ils doivent également respecter des prescriptions précises [...]

Plus de cinq mois après le vote, la France n'a toujours pas pris la moindre mesure pour se conformer à cette résolution. Texte entier et lien vers la pétition :

<https://www.ldh-france.org/fin-de-l'occupation-du-territoire-palestinien-par-israel-la-france-doit-agir/>

Lutte contre l'extrême droite et contre le racisme

La culture contre l'extrême droite

Salles combles pour les deux séances en partenariat avec le cinéma Eldorado :

→ **Paese di resistenza** le 18 mars, avec la réalisatrice Shu Aiello

→ **Fanon** le 11 avril, avec le philosophe Stathis Kouvelakis



Succès également pour la conférence gesticulée du 26 mars **J'aurais dû m'appeler Aïcha, ou l'identité française en question**, avec plus de 140 spectateur·ices.



Nous avons manifesté contre le racisme et l'extrême droite le samedi **22 mars**, et pour la défense de l'état de droit le samedi **12 avril**.



Débats

Des échanges très intéressants lors des deux événements des 16 et 17 avril :

→ **Rencontre avec Félicien Faury** autour de son livre *Des électeurs ordinaires, enquête sur la normalisation de l'extrême droite*. (en partenariat avec La fleur qui pousse à l'intérieur).



Manifestations



→ Rendez-vous Voisins-voisines à la **Maison Phare**

**LA MAISON PHARE**

Université populaire

RDV voisins/voisines

TRUMP, MUSK ET LES AUTRES : le retour du fascisme de masse ?

Avec : la Ligue des Droits de l'Homme, ATTAC

Jeu! 17 avril 18h30

La Maison-phare

2 allée de Grenoble - Fontaine d'Ouche - Dijon
03 80 45 45 03 / contact@lamaisonphare.fr
Cafétéria avec grignotage sur place



Accès handicapés

LA LDH EN FRANCE ET AILLEURS

Défense des libertés

(à lire ou écouter sur le site de la LDH nationale)

La LDH a organisé une journée d'étude le 28 février : **Face aux entraves aux libertés associatives, faire front commun.**

<https://www.ldh-france.org/journee-detude-face-aux-entraves-aux-libertes-associatives-faire-front-commun/>

Le 17 avril s'est tenue une table ronde : « **État de droit, indépendance de la justice : un état des lieux** »

<https://www.ldh-france.org/etat-de-droit-independance-de-la-justice-un-etat-des-lieux/>

Podcast : Nathalie Tehio, présidente de la LDH, brosse un tableau des diverses **propositions de lois sécuritaires en cours d'adoption** ("contre le narcotrafic", "sûreté dans les transports", "visant à restaurer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants et de leurs parents", dite loi Attal). Une véritable course vers toujours plus de répression et de dérives sécuritaires !

<https://www.ldh-france.org/podcast-toujours-plus-de-lois-securitaires/>



Lancement de la coalition Hiatus, pour résister à l'IA et son monde ! Elle vise à dénoncer l'inféodation des politiques publiques aux intérêts de la tech, ainsi que les coûts humains et environnementaux de l'IA.

<https://www.ldh-france.org/lancement-de-la-coalition-hiatus-pour-resister-a-lia-et-son-monde/>

Affaire Jérôme Laronze : La LDH maintient son soutien à la famille d'un agriculteur de Saône-et-Loire décédé sous les tirs d'un gendarme en mai 2017, demeurant dans l'attente de réponses et d'un procès. La Défenseure des droits conclut, début 2025, à un usage disproportionné de la force.

<https://www.ldh-france.org/affaire-jerome-laronze-la-defenseure-des-droits-pointe-un-usage-disproportionne-de-la-force-et-demande-des-sanctions/>

COMMENT NOUS AIDER ?

Rejoignez-nous, adhérez !

Paiement par carte bleue ou par prélèvement mensuel :

<https://www.jedonneenligne.org/ldh/WEBADH22/>

ou retrouvez-nous en réunion de section pour adhérer par chèque.

Plus d'informations sur les actions de la LDH et les raisons d'adhérer :

<https://www.ldh-france.org/Adherer/>

Votre signature compte !

Urgence pour la cause des enfants !

<https://lp.unicef.fr/engagementenfance/>

Voir la tribune collective du 11 février pour un grand ministère de l'enfance (site de la LDH).

Pétition pour Narek, non-assistance à personne en danger ? Narek, élève en 1^{re} au lycée Le Castel à Dijon, est menacé quotidiennement par une OQTF. Narek, d'origine arménienne, a de graves problèmes de santé et a besoin d'une greffe au plus vite ; il ne peut le faire sans un titre de séjour. La préfecture

refuse de lui délivrer, pourtant c'est un geste vital pour lui, sachant sa situation très délicate.

<https://www.change.org/p/narek-non-assistance-%C3%A0-personne-en-danger>

Nous trouver :

Les réunions de section ont lieu à la Maison des associations, 2 rue des Corroyeurs, à Dijon.

<https://site.ldh-france.org/dijon/>

<https://www.ldh-france.org>

<https://www.facebook.com/LDH21Dijon>

Pour recevoir cette infolettre par courriel, écrire à : dijon@ldh-france.org

N'hésitez pas à la diffuser largement à vos contacts !

Rejoignez-nous pour nous aider à réaliser l'infolettre, pour s'occuper du site web :

dijon@ldh-france.org

Pour une demande d'aide juridique, merci de nous contacter de préférence par courriel

dijon@ldh-france.org (possibilité de laisser un message au 06 14 47 85 68)

SVP. Ne pas jeter sur la voie publique